

**Mohamed
Harbi**

Algéries

REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES :
*Comment se pose la question de l'islam en
Algérie ?*

MOHAMED HARBI : En premier lieu, il ne faut pas se laisser abuser par les masques de l'idéologie et oublier qu'il s'agit d'un mouvement contemporain. Il n'y a pas chez les interprètes de l'islam un rejet global de la modernité. En second lieu, il n'était pas la seule alternative à la crise. Il y a dans l'histoire de toute société un réseau de multiples continuités. Notre problème est de comprendre pourquoi c'est celle que véhicule l'idéologie islamique qui a prévalu. Enfin, il faut admettre que la conception de la nation produite par le nationalisme s'est heurtée au problème de la diversité et à la question linguistique.

L'Algérie précoloniale était indifférente à l'idée nationale. C'est dans la réaction à la colonisation qu'est apparue la nécessité de définir la nation nouvelle. On le fera dans les années 30, par opposition à l'idéologie coloniale qui développait la vision d'une Algérie latine et chrétienne.

Je n'entrerai pas dans toutes les nuances qui distinguent la vision des ulémas de celle des nationalistes. Ils insistaient, les uns et les autres, sur les liens avec le monde arabe et sur le rôle de l'islam dans la création d'une entité algérienne. Pour tous, la langue arabe était la langue de toute la nation, les uns parce qu'elle était la langue de la révélation, les autres par jacobinisme : un Etat, une culture, une langue. Or, si l'Algérie était totalement islamisée, au plan linguistique, elle n'était pas totalement arabisée. D'où l'émergence, dans les années 40, d'une conception qui définissait l'Algérie comme une nation arabo-berbère et soulignait le pluralisme linguistique. Mais si, dans les années 40, le courant qui défendait cette formule considérait l'arabe comme la seule langue officielle, il n'en ira plus de même après l'indépendance. L'ostracisme contre le berbère a poussé certains groupes en Kabylie à privilégier le français au détriment de l'arabe. Le phénomène n'a pas le soutien important qu'on lui prête. Mais il explique pourquoi de larges groupes de langue berbère mettent

l'accent sur le lien religieux tout en considérant l'arabe comme la langue nationale, mais à une condition : que l'arabisation ne s'accompagne pas d'un étouffement des langues maternelles.

REP : *L'arabisation a-t-elle contribué, comme on l'entend souvent, au développement de l'islamisme ?*

M. H. : Si on sous-entend par là que la langue arabe est inapte à véhiculer la modernité, c'est un préjugé qui remonte loin et qui est erroné. Si, par contre, on part de la réalité algérienne pour situer les méthodes et les hommes qui ont présidé à cette arabisation, le constat n'est pas totalement faux.

L'Algérie a hérité de son passé un socle culturel double. La culture, les traits de mentalité, les comportements politiques portent d'abord la trace de la division linguistique. Celle-ci détermine des effets durables qui ont forgé deux élites distinctes sur le même sol. Cette division a laissé des marques dans la culture politique. Chez la majorité des lettrés en arabe formés en Algérie, culture religieuse et culture politique ont des fondements communs. Il n'en ira pas de même chez les lettrés en français, davantage marqués par la pensée technocratique. Avec l'indépendance et la promotion de la langue arabe, la question de l'homogénéisation de l'élite était posée. Peut-on imaginer aujourd'hui un pays où la culture de l'élite et celle du peuple ne se recourent pas ? Mais l'homogénéisation de l'élite exigeait trois conditions :

1. une scolarisation en arabe fondée sur une pédagogie moderne et la maîtrise de l'outil linguistique, la reconnaissance d'un espace pour les langues régionales, une unification qui ne stérilise pas la capacité en français ;

2. la mise en œuvre d'un plan pour assurer l'égalité entre arabophones et francophones, en attendant de produire une élite cohérente ;

3. l'existence d'un cadre démocratique permettant de dédramatiser la question de la culture et d'organiser la compétition entre les différentes composantes de l'élite.

Les choix n'ont pas tenu compte de ces préalables. Ils ont abouti à une correspondance

entre classe dominante l'Etat et culture en français d'une part, classes populaires et culture en arabe d'autre part, mais aussi à l'affirmation de la religion comme seule idéologie du peuple.

REP : *Vous venez d'esquisser les liens entre la culture et le développement de l'islamisme. Mais on aimerait avoir un film de la crise. Le FLN nous apparaissait de l'extérieur comme un mouvement nationaliste solide. Par quel processus en est-on arrivé à son éclipse ?*

M. H. : Le FLN a été un instrument de combat pour en finir avec le colonialisme. C'était un mouvement fortement militarisé. L'armée a toujours été le centre de décision, au cours de la guerre comme après. On ne peut pas le comparer à un parti comme le Viêt-minh, par exemple. C'était un rassemblement d'élites disparates rayonnant sur des clientèles. Cette hétérogénéité a suscité des crises violentes pendant la guerre. Mais aucune n'a mis le FLN en danger. Une fois la victoire acquise, le pouvoir réel se trouve très vite entre les mains du leader en sa capacité de chef de l'Etat et du gouvernement. Derrière lui, les élites séparées par des origines diverses, les différences idéologiques ou régionales, rivalisent avant tout pour conquérir et garder une position de puissance et d'influence. Toutes les ressources politiques se concentrent vers le haut. Les organisations n'ont aucune autonomie, aucun pouvoir de contrôle. Les chefs, chacun dans sa sphère, traitent les affaires politiques, administratives et même judiciaires, comme s'il s'agissait d'affaires personnelles.

REP. : *Certes. Mais dans le cadre de quel Etat ?*

M. H. : Quand on soulève ce problème, il faut prendre en considération le temps et les hommes.

L'Etat colonial a légué au système politique algérien un héritage important dans le domaine de l'administration. Il s'était d'ailleurs heurté à un problème. Dans les campagnes, les agents publics servaient leurs intérêts

particuliers plutôt que l'intérêt commun. Ce phénomène, encore limité dans les années 60, va prendre de plus en plus d'ampleur quand la nationalisation des compagnies pétrolières augmentera les revenus de l'Etat. Certains appareils de l'Etat se sont transformés en instruments de constitution de clientèle. Chaque titulaire d'une parcelle d'autorité se l'approprie et la gère comme un bien propre. D'un Etat, il n'y avait de vrai que le monopole de la violence. Boumedienne essayera d'en faire un usage prudent. Il n'a pas pour autant réussi à institutionnaliser le pouvoir, comme on se plaît à le dire. Il ne l'a pas désorganisé non plus. Son autorité n'était pas contestée et ses interventions étaient redoutées. Avec Chadli, la personnalisation du pouvoir vide toutes les organisations – armée, sécurité militaire, etc. – de leur réalité institutionnelle. Dans une société largement déstructurée, il suffisait d'une secousse brutale pour que l'édifice se lézarde.

REP : *Il y a eu pourtant d'autres secousses depuis 1962, auxquelles le pouvoir en place a résisté...*

M. H. : C'est vrai, mais elles concernaient des minorités dont l'objectif était la redistribution du pouvoir à l'intérieur de l'Etat et du FLN. A partir de 1980, l'Etat est confronté au défi culturel et au défi social, dans un contexte de « démocratisation de la corruption » et d'échecs économiques graves. Le mouvement d'octobre 1988 a la violence des mouvements directement surgis du sol.

REP : *Comment expliquer sa récupération par l'islamisme ?*

M. H. : Soulignons dès le départ que les idéologies séculières de la contestation (marxisme, nationalisme jacobin, tiers-mondisme) ne répondaient plus aux attentes populaires. Pour les mouvements qui en étaient porteurs, c'est le rapport à l'Etat et à l'idéologie du progrès qui déterminait la fonction sociale et politique. Le peuple n'était pas leur préoccupation première. C'est un premier point. Second point : le système

éducatif et la formation de base rendaient les générations nouvelles plus sensibles aux symboles religieux. Troisième point : le régime les voyait comme des intercesseurs et non comme des rivaux politiques.

Comme constellation idéologique, l'islamisme algérien est encore mal cerné. Les antécédents remontent aux ulémas, mais aussi à l'association al-Qiyam, interdite le 22 septembre.

Mais les générations nouvelles, contrairement aux anciens ulémas qui revendiquaient seulement leur indépendance et la reconnaissance du droit de remontrance, posent le problème d'un pouvoir islamique fondé sur la sharia.

Dès 1975 commence l'agitation des milieux islamistes habités par la tentation de la violence armée. Un des premiers à prendre le chemin de la prison est cheikh Mahfoud Nahnah, arrêté et jugé en 1976 par un tribunal militaire de Blida. Dans un monde à dominante religieuse, les martyrs de la foi sont plus en cour que les martyrs de la vérité, même s'il leur faut attendre la crise sociale et le désengagement de l'Etat sur le plan de l'allocation des ressources pour se frayer un chemin vers les masses.

Quand, en 1979, Chadli arrive au pouvoir, les islamistes forment avec les culturalistes berbères le gros des troupes de l'opposition. En 1981-1982, les islamistes se regroupent autour de leaders modérés, les cheikhs Abassi Madani, Sahnoun et Soltani. La répression frappe à nouveau. Le mouvement se radicalise. Un rassemblement a lieu à la faculté centrale d'Alger, pour entreprendre une marche jusqu'à la prison de Maison-Carrée. Elle est interdite. Un des organisateurs, Ali Belhadj, est arrêté en même temps que ses partisans.

C'est dans ce contexte qu'entre en scène le leader islamiste Mustapha Bouiali, tué au cours d'un accrochage le 13 janvier 1987. Entre 1981 et 1985, cet ancien maquisard a formé une organisation de seize cellules en vue de la lutte armée. Il a divisé le territoire en dix régions et, après s'être assuré d'un important armement, il est passé à l'action.

L'un de ses compagnons, Abdelkader Chebouti est aujourd'hui un chef de l'AIS, l'Armée islamique du salut, donc lié au FIS.

Il y a, à côté de l'AIS, le GIA, Groupe islamique armé dont le chef Abdallah Ahmed a, dans l'un de ses textes, qualifié Belhadj d'« impie ».

REP : *Comment sortir de la crise ? La guerre civile est-elle inéluctable ?*

M. H. Il n'y a pas mille manières. Je n'en connais que deux. La première consiste en un dialogue sérieux qui tienne compte de l'islamisme. Il n'y en a pas eu jusqu'à présent.

La seconde, c'est continuer à appliquer la « solution » militaire, avec tous les dangers que cela implique, y compris la décomposition de l'Etat et le chaos.

REP : *Qu'est-ce qui explique la violence contre les intellectuels ?*

M. H. : Il ne fait aucun doute que l'anti-intellectualisme, la peur de la critique et du débat ouvert ont des racines profondes. On l'a bien vu au cours de la guerre, quand des centaines d'étudiants et d'intellectuels résistants ont été torturés puis assassinés sur la base de soupçons non fondés, en Kabylie. Mais ce constat ne doit pas brouiller notre regard.

La médiocrité des chefs du FLN et de l'armée les a toujours rendus d'un commerce difficile avec les intellectuels, et on peut affirmer

sans risque d'erreur que c'est la raison pour laquelle les offres de service des intellectuels n'ont pas toujours trouvé d'accueil favorable. Il n'y a pas eu d'intelligentsia FLN en tant que telle. Et lorsque Boumedienne a eu besoin d'intellectuels, c'est le Parti communiste qui lui a, pour l'essentiel, fourni journalistes, écrivains et universitaires. Comme Nasser en Egypte, Boumedienne les instrumentait mais les réprimait aussi. L'accord avait pour base la modernisation autoritaire, par le haut, et l'alliance avec l'URSS. Cette vision les éloignait des classes populaires car c'est le rapport à l'Etat qui détermine la fonction sociale et politique. Exactement comme dans l'Etat colonial. Pour parler plus clairement, le gros de l'intelligentsia, sous Boumedienne, s'est identifié à un système idéologique auquel les islamistes étaient opposés. Elle commençait à être plus réservée à l'égard du pouvoir sous Chadli, surtout après octobre 1988. Mais la violence islamiste et ses dérives l'a rapprochée de l'armée qu'elle a soutenue dans sa volonté d'interrompre le processus électoral. Elle paie la révolte d'une Algérie qui n'a jamais accepté le rationalisme et les Lumières. C'est, bien entendu, inacceptable et il faut dénoncer et combattre les crimes dont l'intelligentsia est l'objet pour ses convictions politiques ou philosophiques. Mais les intellectuels paient aussi en tant qu'acteurs politiques engagés avec le pouvoir contre les islamistes.